



**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE
POUR LES RISQUES D'INCENDIE ET DE
PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS
RECEVANT DU PUBLIC COMMUNE DE CREIL**

PROCES VERBAL

La Commission Communale de Sécurité de la Commune de Creil, constituée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2016, s'est réunie le 14 février 2018 sous la présidence de M. Jean-Claude CABARET, Adjoint au Maire, représentant le Maire de Creil, afin de statuer sur les établissements suivants :

ETABLISSEMENT	:	Bâtiment Nerval Mosquée Omar Ibn Alkhattab Parc de stationnement Boutiques	
ADRESSE	:	18 rue Gérard de Nerval 1 rue du Mégret	
COMMUNE	:	Creil	
N° DOSSIER SDIS	:	SE 175 E 0699	SE 175 E 0367
		SE 175 E 0233	SE 175 E 0293
		SE 175 E 0290	SE 175 E 0285
		SE 175 E 0360	SE 175 E 0288
		SE 175 E 0824	SE 175 E 0832
VISITE EFFECTUEE LE	:	14 février 2018	
OBJET DE LA VISITE	:	Conformité des locaux	
DATE DE LA DERNIERE VISITE	:	Néant	

Etaient présents à la visite :

- M. Jean-Claude CABARET - Maire Adjoint de Creil
- Mme Anita BABOURAM-FOURN - Agent communal
- Mme Elodie FRECINAT - Commissariat de Police de Creil
- M. le Commandant Hervé BUCHART - SDIS 60

Assistait également à la visite :

- M. le Lieutenant PETITALOT - SDIS 60
- M. le Commandant Franck CHILLY – SDIS 60
- M. le Lieutenant Vincent GREFFE – SDIS 60
- M. TAKFAOUI – ACCMPR – Salle de prières
- M. BOUDENNE – HYMA Café
- M. BOULTAM – Les 3 Continents (non visité)
- M. BAHI – La Baguettine / Medina Market / IMAN Market / Boucherie Jardin des fruits / MAKHAH Phone / A.K Food

DESCRIPTIF

Il s'agit d'un bâtiment présentant une construction de type traditionnel avec une structure et des planchers en maçonnerie, une charpente métallique avec couverture de type bacs en tôles fibrociment pour parties et toiture de type terrasse.

Ce bâtiment comprend quatre niveaux dont les locaux sont répartis de la manière suivante :

- Au 1^{er} étage :

- Une surface détruite par un incendie au mois de Mars 2017 ;
- Une surface actuellement inexploitée (anciennement magasins « O Carré Frais » et « Interlots »), faisant l'objet d'une demande d'autorisation de travaux pour l'aménagement d'un commerce (SE 175 E 0824) ;
- Trois logements desservis par un escalier accessible depuis la rue du Mégret (SE 175 E 0288) ;

- Au rez-de-chaussée :

- Les locaux désaffectés de la mosquée Omar Ibn Alkhattab (association ACCMPR) suite aux conséquences de l'incendie de Mars 2017 ;
- Une salle d'ablution avec local technique ballon d'eau chaude ;
- Un auvent couvrant l'entrée de la mosquée ;
- L'accès au 1^{er} sous-sol pour la mosquée ;
- Une zone de stationnement d'environ 200 m² accessible depuis la rue du Mégret ;
- Une zone de stationnement d'environ 885 m² accessible depuis le parking contigu au bâtiment
- Une zone commerciale sur une surface d'environ 1 300 m² comprenant les dix commerces suivants :
 - Jardin des fruits (superette) inexploité au jour de la visite
 - Iman Market (superette)
 - Makkab Phone 7 (téléphonie, internet, laverie)
 - Ak food (restauration rapide)
 - Hyma Café (bar) inexploité au jour de la visite
 - Pain Doré (boulangerie) inexploité au jour de la visite
 - Pak Phone (téléphonie, internet)
 - Médina Market (superette)
 - La Baguettine (boulangerie)
 - Bazar de l'Oise (commerce non alimentaire)

- Au 1^{er} sous-sol :

- Les locaux de l'association ACCMPR avec :
 - Un bureau donnant accès à un local rangement
 - Un espace d'environ 85 m² déclaré comme inaccessible par le président de l'association, sans pour autant être cloisonné
 - Un local sono servant également de rangement
 - 5 salles de classe d'environ 33 m² chacune accueillant 10 élèves par salle âgés de 6 à 11 ans
 - Une salle de prières d'environ 350 m²
 - Un local d'environ 33 m² non aménagé
 - Une surface d'environ 1 370 m² non aménagée servant de stockage de matériaux divers et desservant des anciens box de stationnement servant également au stockage de matériaux divers

- **Au 2^{ème} sous-sol :**

- Un parc de stationnement comprenant 126 box, dont certains servent de réserves de matériaux divers, desservis par deux rampes accessibles depuis les rues Gérard de Nerval et du Mégret
- Deux locaux techniques fermés le jour de la visite.

ELEMENTS DE SECURITE MIS EN PLACE

Moyens de secours	Mosquée	Parc stationnement	Iman Market	Makkah Phone 7	Ak Food	Pak Phone	Médina Market	Baguettine	Bazar de l'Oise
Eclairage sécurité	Oui	Oui Totalement Hors Service	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Alarme incendie	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Non
Extincteurs à eau	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Extincteurs appropriés	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
RIA	Non	Oui Vétustes	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Désenfumage	Non	Ventilation naturelle	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Formation du personnel	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Plan et consignes de sécurité	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Oui

HISTORIQUE DES CONSULTATIONS

Concernant les locaux de la mosquée

Date	Avis S/C	Objet de la demande	Classement	Avis	Motif de l'avis
14/06/2011	2011/2585	Aménagement d'un lieu de culte au Rdc et sous-sol d'un bâtiment existant	V de 2 ^{ème} Cat.	Défavorable	Non-conformité des dégagements
30/08/2011	2011/3717	Aménagement d'un lieu de culte au Rdc et sous-sol d'un bâtiment existant avec parc de stationnement en sous-sol	V de 2 ^{ème} Cat.	Favorable	Pour la mosquée
				Défavorable	Pour le parc de stationnement : éléments de sécurité insuffisants
24/01/2012	2012/39	Aménagement d'un lieu de culte et d'un parc de stationnement	V de 2 ^{ème} Cat. PS de 10 à 1000 véhicules	Favorable	-
19/06/2012	2012/1137	Aménagement d'une salle de prières de 130 m ² au Rdc et d'un parc de stationnement de 50 places en sous-sol	V de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	-
28/01/2014	2014/40	Aménagement de deux salles de prières au sous-sol et Rdc d'un établissement existant, avec parc de stationnement au niveau - 2	V de 1 ^{ère} Cat. Avec activités du type R	Défavorable	Non-conformité des dégagements en sous-sol et Rdc
27/05/2014	2014.357	Aménagement d'une salle de prières au sous-sol d'un établissement existant avec parc de stationnement au niveau - 2	V de 1 ^{ère} Cat. Avec activités des types R et S	Sursis à statuer	Dans l'attente de la fourniture d'un dossier prenant en compte les observations. (SSI de catégorie A, création d'issues de secours, isolement des rampes d'accès au parking, désenfumage)
01/08/2014	-	Courrier de M. Takfaoui, Président de l'ACCMPR, informant du retrait du permis de construire relatif à l'avis du 27 mai 2014			
21/06/2016	E2016.0433	Projet d'extension d'une mosquée à Rdc au sous-sol d'un parking existant	V de 1 ^{ère} Cat. Avec activités des types R et S Et type PS de moins de 250 véhicules	Défavorable	Plusieurs observations concernant la conception des dégagements, le désenfumage, les espaces d'attente sécurisés, etc.

Nota : sur déclaration de M. Takfaoui, Président de l'association ACCMPR, tous les dossiers mentionnés dans le tableau sont annulés. Une nouvelle équipe d'architectes travaille actuellement sur un nouveau projet d'aménagement pour cette mosquée.

Concernant les différentes boutiques

Date	Avis S/C	Objet de la demande	Classement	Avis	Observations
29/01/2008	2008.0126 SE175E0360	Aménagement d'une pizzeria « Comme à la maison »	N de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	Locaux non aménagés
18/11/2008	2008.4865 SE175E0285	Création d'un local commercial à l'enseigne "Interlots"	M de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	Etablissement détruit par un incendie
02/06/2009	2009.2125 SE175E0288	Aménagement de deux commerces et trois logements (permis coque pour les 2 ERP)	M de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	Locaux aménagés sans respect des déclarations de l'autorisation de travaux
06/10/2009	2009.4223 SE175E0367	Aménagement d'une pizzeria « Taretella »	N de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	Locaux non aménagés
03/11/2009	2009.4769 SE175E0290	Aménagement d'une épicerie boucherie	M de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	Locaux non aménagés
11/05/2010	2010.2023 SE175E0293	Aménagement d'une boucherie et alimentation générale « Jardin des fruits »	M de 5 ^{ème} Cat.	Favorable	Locaux aménagés sans respect des déclarations de l'autorisation de travaux
03/08/2017	E2017.0487 SE175E0233	Réaménagement d'un local commercial boucherie, fruits et légumes « Médina Market »	M de 5 ^{ème} Cat.	Défavorable	Locaux à risques non isolés. Isolement par rapport aux tiers inconnu. Discontinuités d'escaliers

Nota : les commerces suivants ont été aménagés sans avis préalable de la sous-commission départementale de sécurité :

- Hyma Café
- Pak Phone
- La Baguettine
- Iman Market
- Makkah Phone 7
- Ak Food
- Pain Doré
- Bazar de l'Oise (un dossier est en cours pour avis de la sous-commission départementale de sécurité au jour de la visite. Ce dossier fera l'objet d'un avis défavorable pour non-conformité des dégagements)

EFFECTIF

Etablissement	Surface	Activité	Base de calcul	Effectif public	Effectif personnel
Mosquée	435 m ²	Salle de prières	2 pers / m ²	870	-
	165 m ²	Salles de classe	Déclaration	50	-
Jardin des fruits	Aménagement non conforme à l'autorisation de travaux				
Iman Market	Aménagement non conforme à l'autorisation de travaux				
Makkah Phone 7	Etablissement aménagé sans avis de la sous-commission départementale de sécurité				
Ak Food	Etablissement aménagé sans avis de la sous-commission départementale de sécurité				
Hyma Café	Etablissement aménagé sans avis de la sous-commission départementale de sécurité				
Pain Doré	Etablissement aménagé sans avis de la sous-commission départementale de sécurité				
Pak Phone	Etablissement aménagé sans avis de la sous-commission départementale de sécurité				
Médina Market	286 m ²	Magasin	1 pers/ 3 m ²	96	3
La Baguettine	Etablissement aménagé sans avis de la sous-commission départementale de sécurité				
Bazar de l'Oise	285 m ²	Magasin	1 pers / 3 m ²	95	2

DEGAGEMENTS

Etablissement	Dégagements exigibles		Dégagements réalisés	
	Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP
Mosquée 920 personnes	3	10	1	1
Jardin des fruits	Indéterminé, aménagement non conforme à l'autorisation de travaux		1	1
Iman Market	Indéterminé aménagement non conforme à l'autorisation de travaux		1	1
Makkah Phone 7	Indéterminé, aucun avis préalable de la sous-commission départemental de sécurité		1	1
Ak Food	Indéterminé, aucun avis préalable de la sous-commission départemental de sécurité		1	1
Hyma Café	Indéterminé, aucun avis préalable de la sous-commission départemental de sécurité		Fermeture de l'établissement au moyen d'une bâche	
Pain Doré	Indéterminé, aucun avis préalable de la sous-commission départemental de sécurité		1	1
Pak Phone	Indéterminé, aucun avis préalable de la sous-commission départemental de sécurité		1	1
Médina Market 99 personnes	2	2	1	1
La Baguettine	Indéterminé, aucun avis préalable de la sous-commission départemental de sécurité		1	1
Bazar de l'Oise 97 personnes	2	2	1	2

PIECES PRESENTEES

Les tableaux ci-dessous ne reprennent que les documents qui ont été présentés aux membres de la commission de sécurité.

Pour la Mosquée :

		Obligations réglementaires		Vérifications effectuées		
		Contrôleurs	Périodicité	Organisme	Date de contrôle	Observations
MS72	Extincteurs	Tec OA	1 an 10 ans	FP Protection incendie	13/02/2018	

Tec : Technicien

OA : Organisme agréé

- Rapport de diagnostic sur la faisabilité d'aménagement d'une salle de prières rédigé par l'organisme agréé SOCOTEC en date du 10 mars 2014.

Pour le magasin Médina Market :

		Obligations réglementaires		Vérifications effectuées		
		Contrôleurs	Périodicité	Organisme	Date de contrôle	Observations
MS72	Extincteurs	Tec OA	1 an 10 ans	-	18/01/2018	
MS48	Formation pour assurer la sécurité incendie			-	04/02/2018	

Tec : Technicien

OA : Organisme agréé

Pour la boulangerie « la Baguettine » :

		Obligations réglementaires		Vérifications effectuées		
		Contrôleurs	Périodicité	Organisme	Date de contrôle	Observations
EL19	Electricité	Tec	1 an	Socotec	03/01/2011	
MS72	Extincteurs	Tec OA	1 an 10 ans	Trust AAA	27/12/2017	
MS73	Alarme incendie (type 4)	Tec	1 an	Mathelec distribution	08/02/2018	

Tec : Technicien

OA : Organisme agréé

Pour le magasin Bazar de l'Oise :

		Obligations réglementaires		Vérifications effectuées		
		Contrôleurs	Périodicité	Organisme	Date de contrôle	Observations
MS7 2	Extincteurs	Tec OA	1 an 10 ans	-	07/2017	

Tec : Technicien

OA : Organisme agréé

CLASSEMENT

Compte tenu des effectifs mentionnés ci-dessus et de l'absence de certitude sur l'isolement des différentes parties constituant ce bâtiment, le classement retenu peut être :

**Groupement d'établissements
des types V, M, PS et N
de la 2^{ème} Catégorie**

RÉFÉRENCES REGLEMENTAIRES

Code de la construction et de l'habitation (articles R 123-1 à R 123-55)

Arrêté du 23 mars 1965 modifié : portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. ;

Arrêté du 25 juin 1980 modifié : portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. ;

Arrêtés des 21 avril 1983, 22 décembre 1981, 9 mai 2006 et 21 juin 1982 modifiés : portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. des **types V, M, PS et N** ;

Arrêté du 23 juin 1978 : relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux, ou recevant du public ;

Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction.

OBSERVATIONS

Lors des différentes études reprises dans les historiques mentionnés ci-dessus, chaque pétitionnaire a déposé un dossier stipulant que l'établissement qu'il envisageait d'aménager était isolé des tiers, par des parois coupe-feu.

Partant de ce principe, la sous-commission départementale de sécurité a classé :

- chacune des boutiques en 5^{ème} catégorie des ERP,
- la mosquée de la 5^{ème} à la 1^{ère} catégorie en fonction des dossiers déposés,
- le parc de stationnement du niveau -2 en ERP au titre de l'arrêté du 9 mai 2006 modifié.

Concernant plus particulièrement la mosquée, le président de l'association ACCPMR a informé les membres de la commission de sécurité, que tous les dossiers traités jusqu'à ce jour étaient annulés, et qu'une nouvelle équipe d'architectes travaillait actuellement sur un projet qui se tiendrait toujours dans ce bâtiment.

En complément, un projet d'aménagement d'un commerce au 1^{er} étage du bâtiment est en cours d'étude dans les services du SDIS, avec également une notion d'isolement par rapport aux autres ERP présents sur le site.

La commission de sécurité n'ayant pas la compétence en matière de solidité, les différents pétitionnaires devaient lui fournir les documents confirmant l'isolement de ces différentes parties.

Cependant, aucun document n'a été présenté lors de la visite du bâtiment. Ainsi, les commerces ne peuvent être considérés comme isolés les uns des autres au sens du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Ce principe est corroboré :

- d'une part, par la lecture du diagnostic sur la faisabilité sécurité de l'aménagement de la mosquée, rédigé par l'organisme agréé SOCOTEC en date du 10 mars 2014, qui met en avant le non-respect des mesures d'isolement par rapport au parc de stationnement, aux commerces du rez-de-chaussée, ainsi qu'aux tiers superposés,
- d'autre part par constat de la commission de sécurité confirmant ce manque d'isolement, par la présence d'une trouée dans la paroi d'isolement du commerce Médina Market par rapport aux tiers contigus, qui peut laisser à penser que d'autres trouées existent sans pour autant être visibles du fait des aménagements réalisés,
- ou encore justifié au niveau des locaux de la mosquée par rapport aux rampes d'accès au 2^{ème} sous-sol.

Concernant ces aménagements, il est à noter qu'aucun commerce ne respecte les agencements prévus dans le cadre des études des différentes autorisations de travaux soumises à l'avis de la sous-commission départementale de sécurité.

Il en est ainsi également pour le projet de trois logements au 1^{er} étage, pour lesquels la commission de sécurité a constaté que deux de ces appartements étaient occupés par l'association culturelle turque de Creil, avec des activités qui semblent relever d'un établissement de culte pour lequel aucun dossier n'a été transmis pour avis de la commission de sécurité compétente.

Compte tenu de ces constats, l'analyse de risque ci-dessous est établie en partant du principe que ce bâtiment est actuellement un groupement d'établissements, qui ne respecte aucune disposition du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.

ANALYSE DU RISQUE

En parallèle des manquements en matière d'isolement des différents établissements composant ce bâtiment, entraînant de fait un risque important de propagation d'incendie tant sur un même niveau que sur plusieurs niveaux, la commission de sécurité n'a été destinataire d'aucun rapport de vérification des installations techniques.

Ainsi et compte tenu de l'état de vétusté de certaines d'entre elles, le risque d'éclosion d'un incendie ne peut être écarté. Lié à ce risque, seul le personnel d'un magasin a suivi une formation à la conduite à tenir face à un incendie, ce qui laisse penser que l'évacuation du bâtiment ne pourra se réaliser d'une manière ordonnée.

Cet état de fait est conforté par l'absence d'équipement d'alarme incendie dans l'ensemble des commerces (sauf la boulangerie "La Baguettine"), dans le parc de stationnement, ainsi que dans les locaux de l'association culturelle turque de Creil. La mosquée quant à elle, dispose de trois équipements d'alarme de type 4 non reliés entre eux.

Ainsi, l'alarme générale dans le bâtiment ne pourra avoir lieu lors de tout début d'incendie, ce qui aura pour conséquence d'entraîner un mouvement de panique de la part des occupants qui ne pourront être avertis de la nécessité d'évacuer le bâtiment.

Ce mouvement de panique sera accentué par la non-conformité des dégagements constatée par la commission de sécurité, ce, plus particulièrement :

- pour les locaux de la mosquée, qui ne disposent à ce jour que d'une issue accessible par un escalier d'une unité de passage pour un effectif susceptible d'être accueilli de 920 personnes ;
- pour les personnes présentes dans le parc de stationnement, du fait de la condamnation des issues de secours ne permettant plus par conséquent de rejoindre la voie publique par les deux escaliers et ne disposant donc plus que des rampes avec l'incertitude de pouvoir sortir du bâtiment en cas de coupure d'énergie condamnant l'ouverture des portes sectionnelles ;
- pour certains commerces dont les issues de secours sont condamnées ou en nombre insuffisant.

D'autre part et dans le même sens, la commission de sécurité a constaté l'absence de désenfumage dans les locaux de la mosquée. Ainsi, les fumées produites par un incendie à ce niveau ainsi qu'au 2^{ème} sous-sol, pourraient se propager à l'ensemble des locaux de l'association occupés par de nombreuses personnes, sans pour autant pouvoir quitter les lieux du fait de la configuration des dégagements.

En aggravation des dispositions reprises ci-dessus, les personnes présentes dans le parc de stationnement auront toutes difficultés à rejoindre l'extérieur du fait de la défectuosité totale de tout dispositif d'éclairage de sécurité.

Ainsi, compte tenu des éléments précités, le temps d'alarme, augmenté du temps d'évacuation qui doit être inférieur pour chaque occupant au délai de sécurité, au bout duquel le séjour dans les lieux sinistrés entraîne des lésions puis la mort, ne peut être garanti pour toutes les personnes présentes dans les niveaux -1 et -2 du bâtiment. De plus, ces dernières ne pourront compter sur une aide extérieure dans le délai de survie, du fait de la grande difficulté d'intervention pour les sapeurs-pompiers dans ce type de structure bâtiminaire.

RAPPEL

Les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire, donnée après avis de la commission de sécurité compétente, et qu'il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements (articles L 111-08, R 111-19-14 et R 123-22 du code de la construction et de l'habitation).

AVIS DE LA COMMISSION

Suite à la visite du bâtiment et compte tenu de la gravité du danger auquel sont exposées les personnes présentes dans ces établissements, mettant en péril leur vie, la commission communale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP émet un avis **défavorable** à toute activité et à tout accueil de public dans les différents niveaux du bâtiment.

Elle demande à l'autorité administrative la réalisation de la prescription suivante :

- 1) Mettre en demeure les différents propriétaires afin de missionner un organisme agréé qui sera chargé de rédiger des Rapports de Vérification Réglementaires sur Mise en Demeure (RVRMD) relatifs à :
 - a. La conformité ou la capacité des installations techniques à satisfaire aux exigences réglementaires applicables à la date de dépôt des différentes autorisations de travaux ;
 - b. La conformité ou la capacité des dispositions constructives à satisfaire aux exigences réglementaires applicables à la date de dépôt des différentes autorisations de travaux, confirmant ou non l'isolement des différentes entités présentes dans le bâtiment ;
 - c. La vérification du bon état et du bon fonctionnement des installations techniques et moyens de secours présents dans le bâtiment (GE8).

La commission attire l'attention de l'autorité municipale sur l'urgence de cette situation et le péril que représente la poursuite de toute activité dans ce bâtiment.

De plus, la commission demande que soit rappelée aux exploitants l'obligation qui leur est faite en vertu des dispositions de l'article R 123 - 3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes, le contrôle exercé par l'administration ou par les Commissions de Sécurité ne les dégageant pas des responsabilités qui leur incombent personnellement comme stipulé à l'article R 123 - 43 du même code.

Conformément aux dispositions des articles R 123 – 50 du Code de la Construction et de l'Habitation, les services de Police pourraient pendant les heures d'ouverture, vérifier la régularité de la situation administrative de l'établissement et relever des infractions aux règles de sécurité.

Chaque infraction relevée est passible d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe (Art. R 152 – 6 et 7 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Pour le Maire et par délégation,
Le Président de la séance



Jean-Claude CABARET